Position française

Quinzième session du Comité d’experts UN-GGIM

La 15e session du Comité d’experts des Nations Unies sur la gestion de l’information géospatiale à l’échelle mondiale (UN-GGIM) se tient à New York du 6 au 8 aout 2025.

Conformément à une conclusion de la commission Europe et internationale du CNIG en date du 26 novembre 2024, l’IGN propose de coordonner l’élaboration de la position française sur les sujets inscrits à l’ordre du jour. À cette fin, un document contient les points d’attention relevés dans les [documents](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/) fourni par le secrétariat de l’UN-GGIM en amont de la session.

# Sommaire

[Sommaire 1](#_Toc203481493)

[1 Point 3 : Amélioration des dispositifs de gestion de l’information géolocalisée à l’échelle mondiale 2](#_Toc203481494)

[2 Points 4 et 5 : Contribution des comités régionaux et des réseaux thématiques au programme relatif à l’information géolocalisée à l’échelle mondiale 3](#_Toc203481495)

[3 Point 6 : L’avenir de l’écosystème de l’information géolocalisée 4](#_Toc203481496)

[4 Point 7 : Cadre intégré de l’information géolocalisée (UN-IGIF) 4](#_Toc203481497)

[5 Point 8 : Repère de référence géodésique mondial 6](#_Toc203481498)

[6 Point 9 : Rôle de l’information géolocalisée dans le domaine du développement durable 6](#_Toc203481499)

[7 Point 10 : Rôle de l’information géolocalisée dans le domaine du climat, de l’environnement et de la résilience 7](#_Toc203481500)

[8 Point 11 : Intégration des informations géolocalisée, statistiques et autres informations connexes 7](#_Toc203481501)

[9 Point 12 : Rôle de l’information géolocalisée intégrée dans le domaine de la gestion et de l’administration efficaces des biens fonciers 8](#_Toc203481502)

[10 Point 13 : Information géolocalisée marine intégrée 8](#_Toc203481503)

[11 Point 14 : Principes d’action et cadre juridique concernant, entre autres, les questions ayant trait aux données qui font autorité et aux technologies émergentes 9](#_Toc203481504)

[12 Point 15 : Adoption et application de normes pour le secteur de l’information géolocalisée mondiale 10](#_Toc203481505)

[13 Point 16 : Normalisation des noms géographiques et collaboration avec le Groupe d’experts des Nations Unies pour les noms géographiques (GENUNG) 10](#_Toc203481506)

[14 Point 17 : Contribution des centres géospatiaux mondiaux des Nations Unies à l’amélioration des dispositifs de gestion de l’information géospatiale mondiale 11](#_Toc203481507)

[Annexe : Place du Comité d’experts UN-GGIM au sein du système des Nations Unies 12](#_Toc203481508)

# Point 3 : Amélioration des dispositifs de gestion de l’information géolocalisée à l’échelle mondiale

Documents

* Rapport du Secrétariat avec l’appui du Bureau élargi : [E/C.20/2025/4/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_04_Add.1.pdf)
* Document de fond : [Proposal to Establish World Geospatial Day](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/World_Geospatial_Day_Background_Document22July2025.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  Ce rapport présente les efforts visant à renforcer la coordination, la gouvernance et l’efficacité des dispositifs mondiaux de gestion de l’information géospatiale.   * Objectifs principaux :   + mettre en œuvre la résolution ECOSOC 2022/24 ;   + développer le cadre stratégique 2025–2030 du Comité ;   + renforcer les centres géospatiaux mondiaux des Nations Unies. * Réalisations clés :   + finalisation du nouveau cadre stratégique 2025–2030, après consultation mondiale (en annexe du rapport) ;   + organisation du 7e Forum de haut niveau à Mexico (octobre 2024) ;   + lancement des préparatifs du 3e Congrès mondial de l’information géospatiale (UNWGIC) prévu à Riyad en 2026 ;   + proposition d’instaurer une Journée mondiale de l’information géospatiale. * Défis identifiés :   + blocage du recrutement des 7 nouveaux postes du Secrétariat en raison de la crise budgétaire et de l’initiative UN80 (réduction de 20 % des effectifs) ;   + absence de budget régulier pour les services de conférence, la participation des pays en développement et la traduction des documents ;   + dépendance aux contributions extrabudgétaires et en nature (ex. : Eurostat, Royaume-Uni, équipe de traduction).   Proposition de position française  Les points de discussion suivants ne posent pas de difficulté :   * Endossement du cadre stratégique 2025–2030 comme outil d’orientation pour les travaux de l’UN-GGIM ; * Partage de la préoccupation face aux contraintes budgétaires ; * Soutien à la Journée mondiale de l’information géospatiale ; * Valorisation des partenariats et contributions, et appel à la formalisation de l’équipe de traduction ; * Renforcement du programme de développement des capacités, en lien avec les centres d’excellence et les comités régionaux. |

Éléments de contexte

* Initiative UN80 et conséquences sur l’UN-GGIM

En mai 2025, le Secrétaire général de l’ONU a annoncé une réforme structurelle du système onusien, connue sous le nom de *UN80 Initiative*. Son objectif est de réduire significativement le budget global du Secrétariat des Nations Unies, en particulier grâce à une des mesures phares, l’élimination de 20 % des postes dans les départements du Secrétariat.

Le budget révisé pour 2026, intégrant les mesures de l’UN80, a été présenté en juin au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (ACABQ) et sera soumis à l’Assemblée générale en septembre 2025.

Dans ce contexte, les sept nouveaux postes créés pour le Secrétariat de l’UN-GGIM (approuvés dans le budget 2024) n’ont pas pu être pourvus en raison du gel des recrutements depuis mai 2024. En particulier, le poste de *Senior Geospatial Information Officer*, vacant depuis décembre 2024, n’a pas été remplacé. De façon générale, les postes du Secrétariat de l’UN-GGIM sont particulièrement vulnérables à la réduction de 20 % imposée par l’initiative UN80.

Le rapport souligne que malgré les efforts du Secrétariat, la situation budgétaire compromet sérieusement la capacité du Comité à remplir son mandat. Les conséquences opérationnelles seraient :

* un ralentissement ou blocage de nombreuses activités du Secrétariat (mise en œuvre de l’IGIF, soutien aux plans d’action nationaux, organisation des sessions plénières et groupes d’experts, supervision des centres géospatiaux à Bonn, Deqing et Riyad) ;
* un risque de perte de contrôle, de coordination et de cohérence au niveau du siège ;
* un retard dans la mise en œuvre de la résolution ECOSOC 2024/22.
* Cadre stratégique 2025–2030

Ce cadre vise à guider les travaux du Comité d’experts en matière de gestion mondiale de l’information géospatiale, en alignement avec :

* les objectifs de développement durable (ODD),
* le Cadre intégré d’information géospatiale des Nations Unies (UN-IGIF),
* les priorités nationales des États membres,
* les évolutions technologiques et les défis mondiaux émergents.

En 2024, un projet de nouveau cadre a été élaboré par le Secrétariat, avec l’appui de UN-GGIM Europe. Il a fait l’objet de plusieurs consultations (sessions de réflexion avec des experts régionaux en mars, consultations avec les États membres via les comités régionaux en avril, enquête mondiale et webinaire en juin.

L’objectif principal de ce cadre est le positionnement de l’information géospatiale comme un pilier des politiques publiques, du développement durable et de la transformation numérique. Cette mission se décline en plusieurs objectifs stratégiques :

* Renforcer la gouvernance mondiale de l’information géospatiale ;
* Soutenir les capacités nationales, notamment dans les pays en développement ;
* Promouvoir l’innovation, l’interopérabilité et l’intégration des données ;
* Favoriser la collaboration intersectorielle et interinstitutionnelle ;
* Intégrer les enjeux de climat, de résilience, de durabilité, de diversité et d’inclusion.

Il a été conçu pour être aligné avec les cadres mondiaux (résolution ECOSOC 2022/24, Pacte pour l’avenir…) et sera mis à jour en fonction des tendances mondiales, des décisions du Comité et des besoins des États membres. Il servira également de base pour la transition vers l’agenda de développement durable post-2030.

* Contributions en nature sur la période intersession 2024-2025

Une équipe de traduction bénévole composée de représentants de plusieurs États membres et du Réseau académique a traduit les documents de l’IGIF dans plusieurs langues (pays contributeurs : Argentine, Belgique, Brésil, Canada, Allemagne, Mexique, Maroc, Mozambique, Fédération de Russie, Arabie saoudite, Serbie, ÉAU). Le rapport suggère de formaliser cette équipe sous la supervision du Bureau, en coordination avec le Secrétariat.

En juillet 2025, le Royaume-Uni a détaché un expert auprès du Secrétariat pour une durée de huit semaines. Sa mission consiste à renforcer temporairement les capacités du Secrétariat et soutenir la préparation de la 15e session du Comité d’experts.

Eurostat a financé des activités dans le cadre de sa coopération avec la Division de statistique :

* Organisation d’un atelier en Europe pour renforcer la collaboration entre communautés statistiques, géospatiales et utilisatrices de données.
* Développement d’un tableau de bord pour suivre la mise en œuvre de l’IGIF.
* Prolongation du financement jusqu’en mars.
* Résolution 2022/24 du Conseil économique et social

En 2016, le Conseil économique et social des Nations Unies (CESNU)[[1]](#footnote-2) a demandé au Comité d'experts UN-GGIM de lui faire rapport, au plus tard dans cinq ans, sur la mise en œuvre de la résolution 2016/27, *Renforcement des arrangements institutionnels sur la gestion de l'information géolocalisée,* ainsi que d'examiner le renforcement des arrangements institutionnels de l'UN-GGIM. Lors de cet examen, le Conseil a décidé que le Comité d'experts continuerait à fonctionner et à mettre en œuvre son mandat « sans incidence sur les couts ».

Une présentation du contexte et de l'historique du renforcement des dispositions institutionnelles de l'UN-GGIM a été faite lors de la onzième session en août 2021, avec le document de référence [*UN-GGIM - ECOSOC Briefing Note*](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/11th-Session/documents/Draft_UN-GGIM_ECOSOC_Briefing_%20Note_17Jun2021.pdf). Cette note d'information présentait cinq options de « dispositions institutionnelles » possibles pour l'UN-GGIM.

Le Bureau a finalisé le rapport proposé sur la mise en œuvre de la résolution 2016/27 par le comité, qui a été soumis à un processus de consultation mondiale impliquant les États membres en mai. Ce rapport, intitulé *Améliorer la gestion mondiale de l'information géolocalisée*, a été adopté par le CESNU en juillet 2022.

* Question des ressources financières de l’UN-GGIM

De façon récurrente, le Comité d’experts UN-GGIM s’efforce d’augmenter ses ressources financières. Il est vrai que le Bureau de l’UN-GGIM a actuellement des ressources limitées. D’autre part, le Bureau souhaiterait avoir les moyens de financer la participation des pays en développement à l’UN-GGIM.

Cependant, ces tentatives d’augmentation de ressources entrainaient des perspectives d’accroissement des contributions des États membres au budget de l’ONU, ce qui aurait été inacceptable pour les ministères des Affaires étrangères de nombreux États membres (dont la France), qui avaient bloqué de telles perspectives.

Conscient de cette position du MEAE français, les représentants de la France à l’UN-GGIM n’ont jamais fait d’ouverture sur ces questions financières lors des précédentes sessions du comité.

Dans ce cadre, les États membres sont encouragés à fournir des contributions financières volontaires à l’UN-GGIM. Cela est problématique, car cela confère beaucoup d’influence aux États qui ont les moyens de fournir de telles contributions volontaires, par exemple à la Chine ou à l’Arabie saoudite.

# Points 4 et 5 : Contribution des comités régionaux et des réseaux thématiques au programme relatif à l’information géolocalisée à l’échelle mondiale

Documents

* Rapport des comités régionaux : [E/C.20/2025/5/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_05_Add.1.pdf)
* Rapport des comités thématiques : [E/C.20/2025/6/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_06_Add.1.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  Ces documents présentent une vue synthétique des rapports d’activité des comités régionaux (Afrique, Amériques, États arabes, Asie-Pacifique et Europe) et des quatre réseaux thématiques (réseau académique, réseau des sociétés géospatiales, réseau du secteur privé, réseau géospatial des Nations Unies) sur l’année 2025-26.  Faits saillants par réseau :   * Réseau académique : collaboration renforcée avec les Centres d’excellence ; recommandation de créer des programmes éducatifs ciblés pour combler les lacunes de compétences. * - Réseau des sociétés géospatiales : révision de ses statuts pour s’aligner sur les priorités du Comité ; lancement d’une cartographie interactive des centres de formation GeoAI. * - Réseau géospatial des Nations Unies : déploiement de la plateforme One UN Geospatial Situation Room (onemap.un.org) ; recherche de financements durables, notamment via le secteur privé.   Proposition de position française  Les six points de discussion du rapport d’activité des comités régionaux (reconnaissance du rapport, soutien aux dialogues interrégionaux, renforcement de la contribution régionale, participation aux réunions plénières régionales, promotion de la collaboration interrégionale, valorisation des bonnes pratiques) ne présentent pas de difficulté.  Il en est de même concernant le rapport d’activité des réseaux thématiques. |

# Point 6 : L’avenir de l’écosystème de l’information géolocalisée

Documents

* Rapport du Bureau : [E/C.20/2025/7/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_07_Add.1.pdf)
* Documents de fond :
  + [Global webinar on “Exploring the wider digital ecosystem”](https://ggim.un.org/meetings/2025/Global_Webinar/)
  + [Responses to the survey on “Exploring the wider digital ecosystem” (slides 12-25)](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-session/side_event/Future_Geospatial_Information_Ecosystem_18Jun.pdf)
  + [Paper on “Positioning the Future Geospatial Information Ecosytem”](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-session/documents/2025-07_UN-GGIM_FutureGeospatialEcosystem.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  Ce rapport présente les travaux du Bureau de l’UN-GGIM et de son équipe de rédaction sur le positionnement de l’avenir de l’écosystème de l’information géolocalisée.  Le rapport mentionne un document de position intitulé *Positioning the future geospatial information ecosystem*. Ce document mettrait l’accent sur l’inclusion, la diversité, l’innovation, l’IA et l’apprentissage automatique. L’écosystème géospatial y serait considéré comme un processus évolutif, non une définition figée.  Proposition de position française  *Merci Mme la Présidente (ou Monsieur le Président)*  *La France salue les efforts du Bureau et de l’équipe de rédaction pour avoir mené une réflexion approfondie, inclusive et prospective sur l’avenir de l’écosystème géospatial, en lien avec les enjeux numériques mondiaux.*  *La France soutient la vision de l’avenir de l’écosystème comme une démarche continue, adaptable aux innovations technologiques, aux besoins sociétaux et aux priorités des États membres. C’est ainsi que la France recommande de poursuivre les activités proposées, à savoir le renforcement des capacités, développement de cas d’usage, expérimentation de modèles innovants, dialogue intersectoriel et interinstitutionnel*  *Il est particulièrement important à nos yeux que l’avenir de l’écosystème géospatial poursuive son alignement avec les cadres internationaux, et tout particulièrement les objectifs de développement durable, le Pacte pour l’avenir et l’agenda post-2030. La France suivra également de près cet alignement avec les politiques publiques déployées en Union européenne.*  *Je vous remercie.* |

# Point 7 : Cadre intégré de l’information géolocalisée (UN-IGIF)

Documents

* Rapport du Groupe de haut niveau : [E/C.20/2025/8/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_08_Add.1.pdf)
* Documents de fond :
  + [UN-IGIF Decision maker brochure](https://ggim.un.org/UN-IGIF/documents/UN-IGIF_Decision_Maker_Brochure.pdf)
  + [UN-IGIF Quick reference Guide](https://ggim.un.org/UN-IGIF/documents/UN-IGIF_Quick_Reference_Guide.pdf)
  + [UN-IGIF Funding Guide](https://ggim.un.org/UN-IGIF/documents/UN-IGIF_Funding_Guide.pdf)
  + [UN-IGIF Funding flyer](https://ggim.un.org/UN-IGIF/documents/UN-IGIF_Funding_Flyer.pdf)
  + [UN-IGIF Case study](https://ggim.un.org/UN-IGIF/documents/UN-IGIF_Case_Study_Climate_Action_Indonesia.pdf) (cas d’usage en Indonésie)

|  |
| --- |
| Résumé  Ce rapport présente les activités et réalisations du Groupe de haut niveau sur le Cadre intégré d’information géospatiale des Nations Unies (HLG-IGIF). Parmi les réalisations clés, citons :   * la finalisation de documents stratégiques (voir ci-dessus), * une enquête mondiale sur l’utilisation de l’IGIF (250 réponses, dont 70 % proviennent du Sud global et * la définition de 26 activités prioritaires, réparties entre le HLG-IGIF, le Secrétariat, le GGKIC et les comités régionaux.   Une prochaine étape d’envergure concerne l’organisation d’un séminaire mondial sur le financement durable (fin 2025).  Proposition de position française  Notons que le GGKIC de Deqing se charge de 14 activités, dont la formation, les outils de communication, le soutien aux plans d’action nationaux. |

Éléments de contexte

* SDG Data Alliance

Lancée en juillet 2021 par Esri, la Fondation W.K. Kellogg et la Fondation PVBLIC, la SDG Data Alliance vise à soutenir les ODD dans les pays en développement d’Amérique latine, d’Asie et d’Afrique. L’initiative prévoit la création de centres de données géospatiales pour chacun des 17 ODD (*SDG Data Hub*), afin d’aider ces pays à mesurer, suivre et rendre compte de leurs progrès, notamment en matière d’inclusion et d’égalité.

Les centres de données se concentrent sur les thèmes suivants :

* Genre, économie, électorat, population : pour identifier les travailleurs marginalisés et promouvoir l’égalité.
* Eau, santé, logement : pour renforcer les infrastructures au service des populations vulnérables.
* Éducation, croissance économique, climat, agriculture : pour élargir les opportunités éducatives et professionnelles.

Rappel des éléments de contexte (2024)

* Enjeux de la géographie pour les pays en développement

La connaissance d’un territoire au travers d’une couverture cartographique exhaustive et actuelle est un facteur capacitaire fondamental pour une politique de développement. Force est cependant de constater l’obsolescence de la cartographie de nombreux pays en développement, et son insuffisance face aux enjeux du développement durable. Par conséquent, l’IGIF et le Groupe de haut niveau promeuvent les programmes de coopération avec les pays en développement qui accordent une plus grande considération à la constitution d’infrastructures nationales de données géographiques.

* Difficultés à disposer de financements dédiés

Le soutien aux infrastructures nationales de données géographiques continue à se heurter à deux difficultés :

* Dans des pays démunis, les priorités sont nombreuses, et la concentration de l’aide au développement, nécessaire pour son efficacité, a eu un effet d’éviction de certains secteurs transversaux comme celui de l’information géographique. De ce fait, ce thème est orphelin dans les programmes d’aide au développement.
* De plus les programmes sectoriels, qui ont tous besoin de données géographiques, multiplient des initiatives géographiques limitées dans l’espace et dans le temps, à l’encontre du facteur commun que devrait être une infrastructure géographique.
* Nécessité d’une approche transversale

Il est donc souhaitable de rationaliser la question dans une approche transversale visant à établir une infrastructure d’information géographique mutualisée et à mettre en place les fondations de son entretien. Lorsqu’un programme d’information géographique a pu être mené de façon concertée entre les différents secteurs utilisateurs, l’efficacité de l’approche a été démontrée. La mise en place d’une infrastructure nationale de données géographiques à titre de socle démultiplie ensuite l’efficacité des actions sectorielles de développement durable. La pertinence d’une telle approche a été un argument en faveur de la création du Groupe de haut niveau.

* Le Cadre intégré de l’information géographique (*Integrated Geospatial Information Framework*)

Ce cadre propose des objectifs pertinents pour les pays en développement, notamment :

* Mise en place d’une gouvernance de l’information géographique, prenant en compte les besoins des organismes, et cohérente avec les cadres politiques nationaux et mondiaux ;
* Intégration des données géographiques de tous les secteurs gouvernementaux pour optimiser des politiques et prises-de-décisions factuelles.

Le cadre propose également des principes pertinents, notamment :

* Principe 1 : habilitation stratégique.

La mise en œuvre du cadre nécessite un soutien financier et politique, il doit pour cela soutenir les politiques du gouvernement, telles que la croissance économique, le bien-être social, la préservation de l’environnement.

* Principe 2 : transparence et responsabilité.

Les données géographiques gouvernementales sont développées et partagées conformément aux lignes directrices de responsabilité et de transparence, afin que tous les citoyens, toutes les agences gouvernementales, le monde universitaire et le secteur privé aient accès à ces ressources nationales.

* Principe 4 : collaboration et coopération.

La collaboration et la coopération (entre le gouvernement, les entreprises, le monde universitaire, la société civile, les donateurs) sont pris en compte dans la mise en œuvre du cadre, afin de renforcer le partage d’informations entre les fournisseurs et les utilisateurs, et de réduire la duplication d’effort entre les secteurs gouvernementaux.

# Point 8 : Repère de référence géodésique mondial

Document

* Rapport du Sous-comité en géodésie : [E/C.20/2025/9/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_09_Add.1.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  Le rapport fournit des informations sur les activités du Sous-comité en géodésie au cours de la période d’intersessions et sur les résultats de sa cinquième réunion plénière, organisée par le Centre mondial d'excellence géodésique des Nations-Unies (UN-GGCE) sur le campus des Nations-Unies à Bonn, en Allemagne, en mars 2025. Il souligne entre autres l’étroite coopération entre le Sous-Comité en géodésie et l’UN-GGCE  Le rapport rappelle que cette année (2025) est le 10e anniversaire de la résolution de l’AG de l’ONU sur le GGRF et souligne aussi les avancées et travaux accomplis durant les 10 années passées, dont l’étape la plus importante dans la réalisation des ambitions de la résolution a été la création de l’UN-GGCE. Cependant, le rapport rappelle les États-membres à continuer d’œuvrer pour l’amélioration de la chaîne d’approvisionnement mondiale en géodésie, et ainsi renforcer la coopération entre États-membres afin d’assurer sa pérennité à long-terme.  Proposition de position française  *Merci Mme la Présidente (ou Monsieur le Président)*  *La France note avec satisfaction les avancées et travaux accomplis du Sous-comité en géodésie durant la période d’intersessions, et notamment son étroite coopération avec le centre géodésique mondial d’excellence.*  *La France appuie la recommandation du Sous-comité d’attirer l’attention des États-membres sur la nécessité d’assurer la pérennité de la chaîne d’approvisionnement mondiale en géodésie, via notamment des coopérations et accord bilatéraux et multilatéraux.*  *La France appuie aussi la recommandation pour l'engagement dans les processus de la Conférence mondiale des radiocommunications afin de garantir la protection des bandes de* fréquences *essentielles aux techniques géodésiques, y compris l'interférométrie à très longue base (VLBI).*  *La France continuera sa contribution aux travaux conjoints du sous-comité et du centre d’excellence, et poursuivra aussi ses efforts de développement du Repère international de référence terrestre (ITRF), qui constitue la composante centrale du GGRF, et que la France entretient depuis bientôt quatre décennies.*  *Je vous remercie.* |

# Point 9 : Rôle de l’information géolocalisée dans le domaine du développement durable

Documents

* Rapport du Groupe de travail : [E/C.20/2025/10/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_10_Add.1.pdf)
* Document de fond : [Rescuing the SDGs with Geospatial Information](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/Rescuing_SDGs_with_Geospatial_Information.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  Ce rapport, préparé par le Secrétariat et le Groupe de travail sur l'information géospatiale de l’Inter-Agency and Expert Group on SDG Indicators (IAEG-SDGs), constate deux faits :   * À moins de 5 ans de l’échéance des ODD, les progrès sont lents et inégaux. * L’information géospatiale est reconnue comme un levier essentiel pour la production, la mesure, le suivi et la diffusion des indicateurs ODD.   Les deux réalisations principales sont le lancement d’une « storymap interactive » présentant des cas d’usage nationaux (ex. : agriculture au Mexique, écosystèmes aquatiques en Malaisie, urbanisation en Irlande…) et la publication du document stratégique *Rescuing the SDGs with Geospatial Information*.  Ce document propose six recommandations pour « sauver les ODD » :   1. Réviser les métadonnées des ODD pour intégrer les dimensions spatiales. 2. Exploiter les observations de la Terre pour combler les lacunes de données. 3. Intégrer les systèmes statistiques et géospatiaux. 4. Renforcer la collaboration entre instituts statistiques et agences géospatiales. 5. Reconnaitre les jeux de données géospatiales comme sources légitimes. 6. Renforcer les capacités techniques des pays.   Proposition de position française  *Merci Mme la Présidente (ou Monsieur le Président)*  *La France salue les efforts du Groupe de travail et du Secrétariat pour positionner l’information géospatiale comme un pilier de la mise en œuvre des ODD, en particulier dans les contextes locaux et infranationaux.*  *La France partage également le constat que les progrès sont lents et inégaux, à moins de cinq ans de l’échéance des ODD ; c’est pourquoi elle soutient tout particulièrement les six recommandations du document, qui offrent une feuille de route concrète pour intégrer les données spatiales dans les systèmes statistiques nationaux et compte œuvrer en ce sens tant à l’échelon national (en travaillant au rapprochement de l’IGN et de l’Insee) qu’européen (en s’impliquant des groupes de travail sur l’intégration de données géostatistiques initiés par Eurostat).*  *Enfin, la France salue l’initiative de la « storymap » et appelle les États membres à y contribuer activement pour favoriser l’apprentissage entre pairs et la coopération sud-sud. Elle souligne l’importance de soutenir les pays en développement dans l’acquisition des compétences et infrastructures nécessaires à l’exploitation des données géospatiales.*  *Je vous remercie.* |

Éléments de contexte

* UN-GGIM et les objectifs de développement durable

Au cours des années 2010, le Comité d’experts UN-GGIM a fait du lobbying pour favoriser une approche géographique du développement durable. Ces efforts de lobbying portaient sur le *Programme de développement durable à l’horizon 2030* (*2030 Agenda for Sustainable Development*), adopté en septembre 2015 par l’assemblée générale des Nations unies. En effet, ce programme, qui consiste en 17 objectifs de développement durable – ODD (en anglais : *Sustainable Development Goals* – SDGs), structure les politiques de développement durable de tous les États membres, notamment de la France, où le ministère de la transition écologique se veut exemplaire dans la mise en œuvre des ODD.

Ces efforts de lobbying de l’UN-GGIM a porté ses fruits, car le Programme de développement durable à l’horizon 2030 adopté en 2015 par l’ONU contient des références spécifiques au besoin de données d’observations de la Terre et d’informations géospatiales pour la mesure et le suivi du développement durable.

# Point 10 : Rôle de l’information géolocalisée dans le domaine du climat, de l’environnement et de la résilience

Documents

* Rapports :
  + Groupe de travail et Équipe de travail : [E/C.20/2025/11/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_11_Add_1.pdf)
  + Groupe de travail : [E/C.20/2025/11/Add.2](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_11_Add_2.pdf)

|  |  |
| --- | --- |
| Résumé  (à compléter)  Proposition de position française  (à compléter) |  |

# Point 11 : Intégration des informations géolocalisée, statistiques et autres informations connexes

Document

* Rapport : [E/C.20/2025/12/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_12_Add.1.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter)  Proposition de position française  (à compléter) |

Rappel des éléments de contexte (2024)

* Le cadre géospatial statistique mondial (*Global Statistical Geospatial Framework* - GSGF)

Le *Cadre géospatial statistique mondial (Global Statistical Geospatial Framework - GSGF)* se présente sous la forme d’une architecture d’information permettant d’intégrer les informations statistiques et les informations géospatiales, afin d’améliorer la qualité des statistiques et de faire contribuer l’information géographiques à la mesure et au suivi des indicateurs de développement durable.

La commission statistique de l’ONU, qui regroupe les statisticiens en chef des États membres (l’Insee pour la France), a également adopté les principes du GSGF en 2017.

# Point 12 : Rôle de l’information géolocalisée intégrée dans le domaine de la gestion et de l’administration efficaces des biens fonciers

Documents

* Rapport du Groupe d’experts : [E/C.20/2025/13/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_13_Add.1.pdf)
* Document de fond : [Compilation Report on the Integration of Terrestrial and Maritime Domains](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/Compilation_Report_Integration_Terrestrial_Maritime_Built_and_Cadastral_Domains.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter)  Proposition de position française  (à compléter) |

Éléments de contexte

* Groupe d’expert sur la gestion et l’administration des biens fonciers

Le Groupe d’expert sur la gestion et l’administration des biens fonciers (*Land Administration and Management*) traite de « l’application de l’information géospatiale pour la gestion et l’administration des territoires et pour le soutien au développement durable » et répond aux prérogatives qui lient la gestion des territoires à certains ODD, tels que la proportion de population qui dispose de la sécurité des droits fonciers et de propriété.

La France ne fait pas de partie de ce groupe d’expert, constitué de 19 États membres (des cinq continents) et d’acteurs privés (Fédération internationale des géomètres, OGC, ESRI, Hexagon).

Afin de mettre en place une orientation politique globale, le Groupe d’expert a conçu un *Cadre pour une administration foncière efficace* (*Framework for Effective Land Administration*, FELA). Sur le modèle de l’IGIF, le document propose neuf voies stratégiques.

* Participation de l’IGN, via le GPU

En marge de l’atelier d’EuroSDR organisé par l'IGN en juin sur le FELA ([*International Workshop on challenges in relation to the UN Framework for Effective Land Administration*](https://www.eurosdr.net/workshops/international-workshop-challenges-relation-un-framework-effective-land-administration-fela)), Raffealla Anilio Olguín, la co-présidente du groupe d’expert, a demandé une présentation du GPU dans le cadre de la gestion règlementaire de l'aménagement, lors des évènements organisés en amont de la présente session. Le 17 juillet, le SPRI participé à une session de présentations autour du sujet.

# Point 13 : Information géolocalisée marine intégrée

Documents

* Rapport du Groupe de travail : [E/C.20/2025/14/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_14_Add.1.pdf)
* Document de fond : [Compilation Report on the Integration of Terrestrial and Maritime Domains](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/Compilation_Report_Integration_Terrestrial_Maritime_Built_and_Cadastral_Domains.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter)  Proposition de position française  (à compléter) |

Rappel des éléments de contexte (2024)

* Le Groupe de travail sur l’information géospatiale marine

Ce groupe de travail est composé de 13 États membres. La France n’y participe pas directement, mais l’Organisation hydrographique internationale (OHI) en est membre, ce qui permet au Shom d’être informé de ses travaux.

Afin de porter sa stratégie d’intégration de l’information marine dans tout programme national de gestion de l’information géographique, le Groupe de travail a élaboré un *Cadre opérationnel pour la gestion intégrée de l’information géographique marine* (*Operational Framework for Integrated Marine Geospatial Information Management* - UN-IGIF-Hydro), conçu pour s’articuler avec l’IGIF, qu’il s’évertue à mettre en œuvre au niveau national.

# Point 14 : Principes d’action et cadre juridique concernant, entre autres, les questions ayant trait aux données qui font autorité et aux technologies émergentes

Documents

* Rapport du Groupe de travail : [E/C.20/2025/15/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_15_Add.1.pdf)
* Documents de fond :
  + [Data for public good in the digital world](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/Data_for_public_good_in_the_digital_world_Aug2025.pdf)
  + [Authoritative Data for Crises](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/Authoritative_Data_for_Crises_Aug2025.pdf)
  + [Rallying Statement to the Geospatial Sector of the Developing Legal and Regulatory Framework on AI](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/Rallying_Statement_to_the_Geospatial_Sector.pdf)
  + [Report on International Regulations on AI in Geospatial Applications](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/Report_International%c2%ad_Regulations_on_AI_in_Geospatial_Applications.pdf)
  + [Paper To Address the Implications of the Developing Legal and Regulatory Framework on AI for the Geospatial Sector](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/Paper_Address_Implications_Developing_Legal_Regulatory_Framework.pdf)
  + [Workplan Policy and Legal 2025-2027](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/Workplan_Policy_and_Legal_2025-2027.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter)  Proposition de position française  (à compléter) |

Rappel des éléments de contexte (2024)

* Documents du Groupe de travail sur les cadres juridiques et politiques

Dans le cadre de son plan de travail sur la période 2023-25, ce groupe de travail a commencé la rédaction de deux documents :

* *Authoritative, fit-for-purpose geospatial data for crises* aborde les considérations politiques et juridiques des données d’autorité dans le contexte de crises, en se fondant sur une approche adaptée et en s'appuyant sur le concept de « continuum contrôle-confiance » développé dans le document antérieur *Authoritative data in an evolving geospatial landscape: an exploration of policy and legal challenges*.
* *Geospatial data for public good* explore les éléments de fond et de forme d'un cadre politique et juridique solide et examine les différents aspects de l'utilisation des données géographiques qui favorisent le bien public. En gardant à l'esprit que des cadres politiques et juridiques efficaces évolueront au fil du temps et reconnaissant que le concept de « bien public » doit être appliqué aux données géographiques.au cas par cas, le document identifie les « intérêts légitimes » comme des critères qui peuvent guider les pays dans l'élaboration de leurs politiques et de leurs lois.

Ces documents prendront en compte les résultats des réunions en ligne et de celle en présence de février 2024 à laquelle l’IGN a contribué.

# Point 15 : Adoption et application de normes pour le secteur de l’information géolocalisée mondiale

Document

* Rapport : [E/C.20/2025/16/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_16_Add.1.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  Le rapport porte sur les travaux de normalisation menés par les trois acteurs principaux au niveau civil : OGC (Open Geospatial Consortium), ISO TC 211 (Information Géographique) et IHO (Organisation Hydrographique Internationale) sur l’année écoulée. Il souligne les efforts de de collaboration croissants menés par ces trois organismes afin de ne pas travailler en silos et de fournir des standards de référence pour les besoins relatifs aux données géospatiales. La synthèse ci-dessous identifie parmi ce rapport quelques implications IGN.  Proposition de position française  L’IGN soutient les travaux de normalisation de ces organismes, en particulier ceux de l’ISO et de l’OGC auxquels l’institut participe activement dans un souci d’interopérabilité et d’accès à la donnée publique. Les standards produits sont d’intérêts et appliqués dans les domaines civil et militaire. |

Éléments de contexte

* OGC

***L’IGN est membre technique de l’OGC, premier niveau lui assurant un vote sur les standards développés par l’organisme. L’IGN participe aux réunions techniques (3 fois/an au bénéfice Défense et IGN).***

Les activités de l’organisme à retenir sur l’année écoulée sont les suivantes (avec une implication/suivi IGN) :

* Un focus sur le développement de standards et de bonnes pratiques permettant d’assurer l’intégrité, la traçabilité et la probité des données (IPT) dans les processus de diffusion et d’échange, dans un contexte de développement de l’IA et des capacités à produire des fausses données.
* La modernisation de ses standards en adoptant les pratiques et standards des communautés. Notamment : le développement des nouvelles API standards pour la diffusion des données en modernisation des anciens services web standards, la reconnaissance et le support de standards communautaires et l’extension des formats JSON et GeoJSON pour les données Géospatiales. **L’IGN suit activement ces développements et commence à les mettre en œuvre dans la Géoplateforme en remplacement des services W\*S**.
* La définition de standards permettant de renforcer la confiance dans les processus d’IA, notamment au travers de modèles de description des jeux de données d’entrainement et de validation permettant d’identifier la provenance et la bonne adéquation aux besoins des usages.
* La création d’un groupe de travail métier autour des problématiques de transports intelligents et de mobilités en collaboration avec l’ISO TC 204.
* Le développement et la maintenance d’une suite d’outils de validation et de certification de conformité aux standards OGC
* Un ensemble d’initiatives menées dans le cadre du programme d’innovation et de développement de solutions collaboratives, qui fait la particularité et la force de l’OGC. En particulier, sur les thématiques suivantes :
* le changement climatique : “All Data for Green Deal”, “Climate and Disaster Resilience Pilot”, projet “FOCAL” (eFficient explOration of Climate data locALly), le projet pilote sur la fédération des données terrestres et maritimes,...
* les jumeaux numériques : Le projet CHEK pour faciliter les procédures de délivrance de permis de construire au travers de l’intégration des standards de la construction (BIM) avec l’information Géographique et les recherches sur le web sémantique, le programme pilote sur l’interopérabilité des jumeaux numériques, la participation au projet USAGE (Urban Data Space for Green Deal), le projet ILIAD visant à développer un jumeau numérique des océans et le projet SEADOTs (Social-Ecological Ocean Management Applications using Digital Ocean Twins),...
* Des tests d’interopérabilités autour des cubes de données, des traitements à haute performance et des nouveaux formats d’imagerie.
* ISO TC 211

***L’IGN assure la représentation de la délégation nationale française lors des réunions internationales de l’ISO TC211 deux fois par an, en assurant la présidence de la Commission nationale de l’information géographique et spatiale de l’AFNOR. Marie Lambois assure par ailleurs depuis fin 2024 la coanimation du groupe consultatif commun (JAG) avec l’OGC.***

Les information et activités de l’ISO TC 211 à retenir dans le cadre de ce rapport :

* Un focus spécifique sur les métadonnées et la qualité des données en support des principes FAIR (données Faciles à trouver, Accessibles, Interopérables et Réutilisables)
* Une collaboration avec les agences des Nations Unies en support de l’UN GGCE (Global Geodetic Centre of Excellence), de l’UN FELA (Framework for Effective Land Administration) et de la FAO (Food and Agriculture Organization)
* La perspective d’ouvrir cette année un registre en ligne des mesures de qualité avec des définitions lisibles par les machines ;
* l’ISO TC 211 est constitué de 39 membres participants et 34 membres observateurs et maintient de nombreuses liaisons en lien avec les thématiques des transports intégrés, des jumeaux numériques, des cités intelligentes, de l’agriculture intelligente, du changement climatique et des ESG (Environnement, social et gouvernance).
* Les standards de l’ISO TC 211 (et de l’OGC) intègrent les besoins des communautés d’utilisateurs et servent souvent de base pour le développement de standards spécifiques par des organisations de standardisation spécialisées.
* Le soutient au programme de développement durable des Nations Unies à l’horizon 2030 dans le développement des standards, que ce soit dans le domaine général ou les domaines particuliers des références géodésiques, de la gestion des terres, de l’occupation du sol et de l’adressage.
* Certains standards spécialisés sont bien implémentés dans les logiciels grand public. Avec l’évolution des technologies de l’information, l’ISO TC 211 commence à intégrer l’encodage en JSON dans ses projets. Un rapport a été publié en collaboration avec l’Union Européenne sur l’utilisation des standards pour la publication dans des espaces de données.
* Dans le domaine géodésique, il convient de noter les standards relatifs aux systèmes de coordonnées (description et transformation : ISO 19111), l’ITRS (ISO 19161-1, les travaux en cours sur l’identification des stations géodésiques (ISO 19161-2) **initiés et pilotés par l’IGN (SGM)** et le registre géodésique (ISO 19127).
* Dans le domaine de l’administration des terres une révision majeure du standard ISO 19152 (Land Administration Domain Model) a engagée en collaboration avec de nombreuses parties prenantes et produit des premiers livrables depuis 2024. Ce standard est cohérent avec l’UN Framework for Effective Land Administration (UN FELA).
* Dans le domaine de l’occupation des sols, la famille de standards ISO 19144 (Systèmes de classification) est en train d’être révisée sous pilotage de la FAO. Le développement d’une partie définissant un registre de ces classifications a été planifié.
* Le domaine de l’adressage fait l’objet de la famille de standards ISO 19160 dont la partie 2 dédiée à l’attribution et la maintenance des adresses pour des objets physiques a été publiée fin 2023.
* IHO

***L’IGN ne participe pas aux travaux sur l’hydrographie, l’organisme national compétent sur le sujet étant le Shom. Cependant, le ministère de la Défense (au travers du contrat d’AMO IGN/Défense) souhaite un suivi du thème hydrographique, au sein de l’Otan notamment, en support au Shom.***

Les travaux de l’IHO consistent à la maintenance et au développement de son modèle universel de données hydrographiques S-100 pour la création et la maintenance de spécifications de produits de données maritimes interopérables.

# Point 16 : Normalisation des noms géographiques et collaboration avec le Groupe d’experts des Nations Unies pour les noms géographiques (GENUNG)

Document

* Rapport du Groupe d’experts : [E/C.20/2025/17/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_17_Add.1.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  (à compléter)  Proposition de position française  (à compléter) |

Rappel des éléments de contexte (2024)

* Groupe d’experts des Nations Unies pour les noms géographiques

Le *Groupe d’experts des Nations Unies pour les noms géographiques* (GENUNG), en anglais *United Nations Group of Experts on Geographical Names* (UNGEGN), a été créé en 1959. Il est composé de différentes divisions rattachées à une zone géographico-linguistique. Les objectifs du Groupe sont de traiter des problèmes de normalisation des noms géographiques.

La coopération entre l’UN-GGIM et le GENUNG est nécessaire dans le domaine des données fondamentales ou socle. Cette coopération a été effectivement mise en place dans le Groupe de travail sur les données fondamentales mondiales, piloté par le Royaume-Uni, ainsi que dans le Groupe de travail sur les données socle européennes, piloté par la France.

# Point 17 : Contribution des centres géospatiaux mondiaux des Nations Unies à l’amélioration des dispositifs de gestion de l’information géospatiale mondiale

Ce point ne figurait pas à l’ordre du jour de la session de l’année précédente.

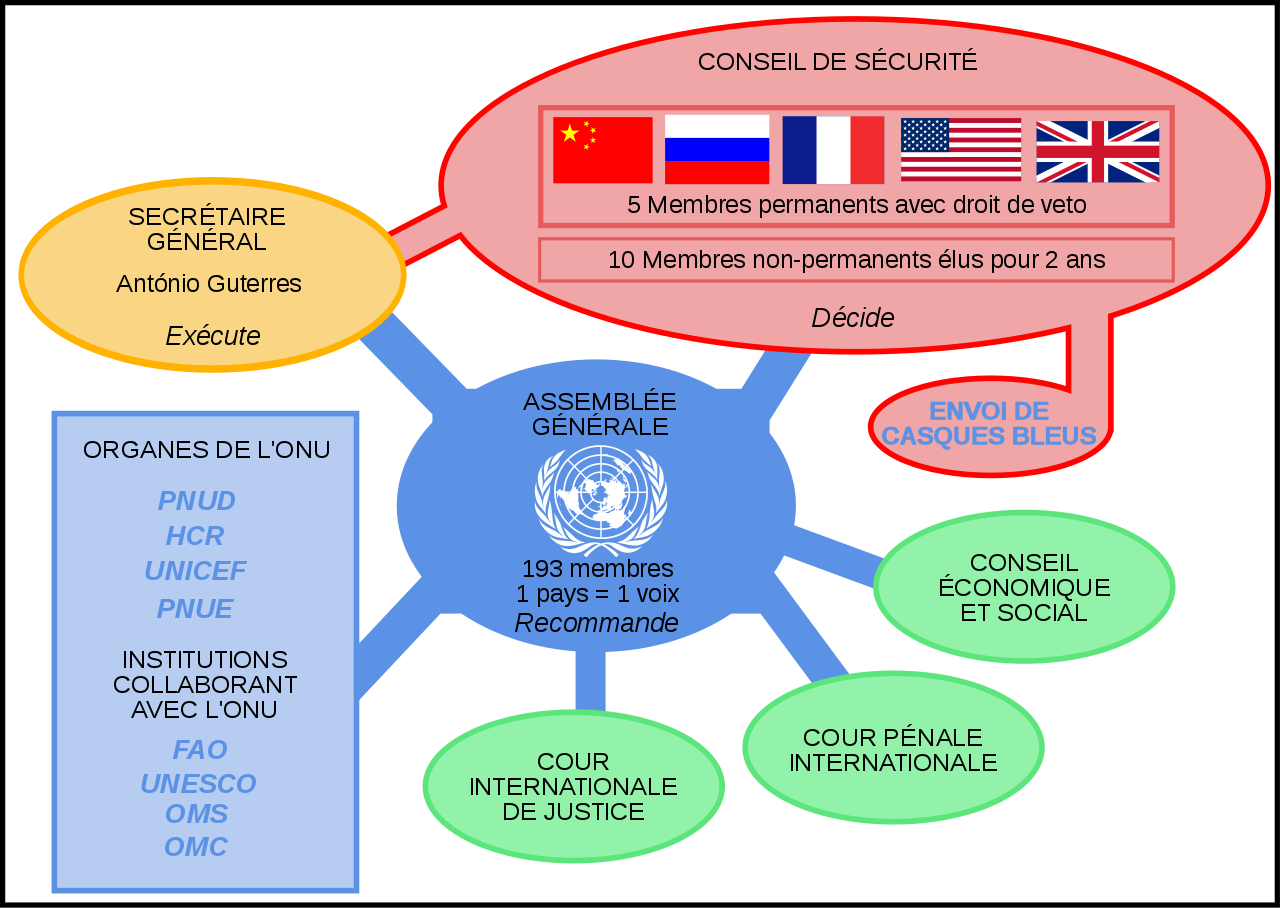
Documents

* Rapport : [E/C.20/2025/18/Add.1](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/E_C20_2025_18_Add.1.pdf)
* Documents de fond :
  + [UN-GGKIC Strategic Plan and Logical Framework](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/14th-Session/documents/UN-GGKIC_Strategic_Plan.pdf)
  + [UN-GGKIC Annual Work Plan](https://ggim.un.org/meetings/2025/2025_Meeting_UN_GGKIC_IAC/documents/UN-GGKIC_Logical_%20Framework_Work_plan.pdf)
  + UN-GGKIC Capacity Building Workplan
  + [UN-GGCE First Joint Development Plan for Global Geodesy](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/1st_Joint_Development_Plan_for_Global_Geodesy_FR.pdf) (en français)
  + [UN-GGCE Multilateral Memorandum of Understanding](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/Multilateral_Memorandum_of_Understanding.pdf)
  + [UN-GGCE Policy brief on “Geodesy is critical to climate science”](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/Policy_brief_Geodesy_critical_to_climate_science.pdf)
  + [UN-GGCE Policy brief on “Safeguarding VLBI Radio-Frequencies”](https://ggim.un.org/meetings/GGIM-committee/15th-Session/documents/Policy_brief_Safeguarding_VLBI_Radio-Frequencies.pdf)

|  |
| --- |
| Résumé  Ce rapport présente les contributions des trois Centres d’excellence :   * l’UN-GGKIC (Centre de connaissances et d’innovation géospatiales à Deqing en Chine), * l’UN-GGCE (Centre d’excellence géodésique mondial à Bonn en Allemagne) et * l’UN-GGECE (Centre de l’écosystème géospatial mondial, en cours d’établissement à Riyad en Arabie saoudite).   Ces trois centres partagent des objectifs communs (renforcer la coordination mondiale, soutenir les États membres dans la mise en œuvre de l’IGIF, promouvoir l’innovation, la formation et la gouvernance géospatiale).  Principales réalisations :   * UN-GGCE (Bonn) :   + Publication du premier plan de développement conjoint pour la géodésie mondiale (en 6 langues).   + Lancement d’un Mémorandum multilatéral d’entente (MMOU) sur la chaîne d’approvisionnement géodésique (43 participants).   + Publication de deux notes politiques (voir ci-dessus). * UN-GGKIC (Deqing) :   + Adoption du plan stratégique et du plan de travail 2024–2026.   + Organisation de la semaine UN GeoNow 2024.   + Développement de programmes de leadership, de démonstrateurs d’applications géospatiales, et de plateformes de partage de connaissances. * UN-GGECE (Riyad) : l’objectif de ce centre, en phase de planification avancée, est de créer un écosystème géospatial mondial axé sur l’IA, l’analyse géospatiale et les solutions durables.   Proposition de position française  (à compléter) |

# Annexe : Place du Comité d’experts UN-GGIM au sein du système des Nations Unies

Pour rappel, le Conseil économique et social (CESNU, EcoSoC en anglais), un des six organes principaux de l'ONU placé sous l'égide de l'Assemblée générale des Nations Unies, a un rôle consultatif concernant les questions de coopération économique et sociale internationale. Son rôle est d'examiner des questions dans les domaines suivants : économie, société, culture, éducation, santé publique et développement durable.



Système des Nations unis (source : Wikipédia)

Dans sa résolution 2011/24 du 27 juillet 2011, le CESNU a créé le Comité d'experts des Nations Unies sur la gestion mondiale de l'information géolocalisée (UN-GGIM) en tant que mécanisme intergouvernemental visant à prendre des mesures concrètes pour renforcer la coopération internationale dans le domaine de la gestion mondiale de l'information géolocalisée. L'UN-GGIM prend des décisions conjointes et fixe des orientations sur la production, l'application et l'utilisation de l'information géolocalisée dans les cadres politiques nationaux, régionaux et mondiaux.

Le comité est composé d'experts gouvernementaux des États membres des Nations Unies (telles que l’IGN ou l’Insee), ainsi que d'experts d'organisations internationales, en qualité d'observateurs. Son programme de travail technique englobe un large éventail de questions et de domaines thématiques, notamment : la géodésie, les thèmes de données fondamentales, les arrangements institutionnels, les aspects juridiques et politiques, l'adoption de normes, l'intégration des informations géolocalisées et statistiques, les catastrophes, les objectifs de développement durable (ODD), l'environnement marin, l'administration des terres, les systèmes d'information intégrés, le géospatial dans le système des Nations Unies, entre autres.

L’UN-GGIM se réunit au moins une fois par an et rend compte directement au CESNU. Il est servi par la Division des statistiques du Département des affaires économiques et sociales (DESA) et la Section de cartographie du Département de l'appui aux missions (DAM) – deux départements du Secrétariat général des Nations unis.

Le 27 juillet 2016, le CESNU a adopté un projet de résolution (E/2016/L.28) intitulé *Renforcement des arrangements institutionnels sur la gestion de l'information géolocalisée*. Le projet de résolution a été facilité et présenté par la Mission permanente du Mexique, et coparrainé par l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Burkina Faso, le Chili, la Chine, la Jamaïque, le Japon, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique. Présentée au CESNU par le coprésident de l'UN-GGIM, la résolution reconnait les réalisations accomplies par le Comité d'experts entre 2011 et 2016 dans le domaine de la gestion de l'information géolocalisée, et la contribution du comité aux travaux des Nations Unies, en particulier par l'aide apportée aux États membres pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, l'Accord de Paris et les modalités d'action accélérées pour les PEID.

En adoptant le projet de résolution, le CESNU a convenu de :

1. Élargir et renforcer le mandat de l’UN-GGIM en tant qu'organe compétent en matière d'information géolocalisée, composé d'experts gouvernementaux, sans incidence sur les couts ;
2. Supprimer les conférences cartographiques régionales officielles des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique et pour les Amériques, au profit des comités régionaux UN-GGIM: Asie-Pacifique et UN-GGIM: Amériques, respectivement ;
3. Confirmer l'inclusion de la session annuelle de l’UN-GGIM dans le calendrier ordinaire des conférences et réunions des Nations Unies sous l'égide du Conseil ;
4. Encourager les États membres à verser des contributions volontaires et prier le Secrétaire général d'essayer de mobiliser des ressources supplémentaires ;
5. Changer l’intitulé de l'ordre du jour du Conseil de « Cartographie » à « Information géolocalisée » et inviter à ce titre le Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques et la Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques à continuer de faire rapport sur les noms géographiques et l’UN-GGIM à faire rapport sur toutes les questions relatives à la géographie, à l'information géospatiale et aux sujets connexes.

1. L’annexe rappelle la place du Comité d’experts UN-GGIM au sein du système des Nations Unies [↑](#footnote-ref-2)